

**Commerce extérieur - Business  
France - Réponse de Mme Nathalie  
Loiseau, ministre chargée des  
affaires européennes, à une question  
au gouvernement à l'Assemblée  
nationale**  
(Paris, 06 décembre 2017)

(Question sur le rapport de Business France sur l'internationalisation de l'économie française)

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Madame la Députée,

Vous avez raison, le gouvernement partage votre insatisfaction. Le service public de soutien à l'export ne répond pas aux attentes de nos entreprises. Il comporte trop d'acteurs, avec des compétences parfois peu lisibles.

À la demande du Premier ministre, le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, en lien avec les autres ministères concernés, a décidé de prendre le problème à bras-le-corps, en fixant comme objectif, un guichet unique au départ, dans chaque région, et à l'arrivée dans chaque pays où nos entreprises ont vocation à se développer sous l'autorité de nos ambassadeurs.

Le nouveau directeur général de «Business France», Christophe Lecourtier, a remis un rapport qui comporte des propositions très concrètes. Le rapport du député Buon Tan constitue aussi une contribution très utile à notre réflexion.

Aux vues de ces différentes propositions, les décisions du gouvernement seront prises et annoncées en tout début d'année prochaine, en coordination étroite avec les exécutifs régionaux que Jean-Yves Le Drian et Jean-Baptiste Lemoyne ont déjà réunis au mois de septembre et qu'ils réuniront à nouveau dans quelques jours.

Pour augmenter le nombre d'entreprises exportatrices de 125.000 à 200.000, nous devons mieux les accompagner, accompagner les PME et les ETI partout sur le territoire.

Nous voulons approfondir la coopération de «Business France» avec les régions et le réseau

des chambres de commerce et d'industrie régionales pour que ce travail soit réalisé de manière plus efficace et en partenariat.

Voilà notre approche, clarification des compétences et création d'une réelle équipe de France de l'export répondant aux besoins des entreprises françaises./.